ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC **AMR 34/002/2004 – ÉFAI**
AU 38/04

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT / TENTATIVES D'INTIMIDATION

GUATÉMALA Orlando Joaquín Blanco Lapola (h), défenseur des droits humains

---

Londres, le 3 février 2004

Amnesty International est préoccupée par la sécurité d'Orlando Joaquín Blanco Lapola, directeur du *Centro Internacional para Investigaciones en Derechos Humanos* (CIIDH, Centre international de recherche sur les droits humains). Les 16 et 30 janvier, ainsi que le 2 février, cet homme a reçu des appels téléphoniques au cours desquels il a été insulté et menacé de mort (*« si tu cherches la merde, tu vas mourir, fils de pute »*, lui a-t-on dit).

Bien que ces appels aient été anonymes, Amnesty International craint qu'ils n'émanent de groupes armés illégaux ou de réseaux impliqués dans les attaques actuellement menées contre les défenseurs des droits humains. M. Blanco a probablement été pris pour cible en raison de sa participation à l'élaboration de l'accord relatif à la *Comísion para la Investigación de Cuerpos Illegales y Aparatos Clandestinos de Seguridad* (CICIACS, Commission d'enquête sur les groupes armés illégaux et sur les appareils de sécurité secrets).

En 2003, M. Blanco a reçu une série d'appels menaçants liés à ses activités de défenseur des droits humains. Il a signalé ces menaces au *Ministerio Público* (ministère public) et aux services du procureur des droits humains.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Guatémala, les défenseurs des droits humains continuent à faire régulièrement l'objet de menaces et de tentatives d'intimidation, qui sont fréquemment imputables à des membres des forces de sécurité. Dans bien des cas, les auteurs ou les instigateurs de ces attaques appartiennent à des réseaux proches du pouvoir, qui reposent sur le clientélisme.

Lors de sa visite au Guatémala en mai 2002, Hina Jilani, représentante spéciale des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, s'est dite très préoccupée par les actions visant à discréditer les défenseurs des droits de la personne et à minimiser les risques auxquels ils sont exposés.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par les menaces téléphoniques et les tentatives d'intimidation dont Orlando Joaquín Blanco Lapola a été la cible ;

– exhortez les autorités à mener immédiatement une enquête impartiale et exhaustive sur ces menaces, à rendre publics les résultats de ces investigations et à traduire en justice les responsables présumés ;

– engagez-les à prendre immédiatement des mesures pour assurer la sécurité d'Orlando Joaquín Blanco Lapola ;

– dites-vous extrêmement inquiet au vu des difficultés croissantes que rencontrent les défenseurs des droits humains qui, comme Orlando Joaquín Blanco Lapola, cherchent a exercer des activités légitimes en faveur de victimes de violations des droits fondamentaux ;

– demandez instamment aux autorités de respecter les principes énoncés dans la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, qui proclame la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener ces activités sans restriction ni craintes de représailles.

APPELS À :

Président de la République :
President Óscar Berger
Presidente de la República de Guatemala
6ª Avenida, 4-18 Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatémala
Télégrammes : President Óscar Berger, Ciudad de Guatemala, Guatémala
Fax : +502 238 3579
Formule d'appel : *Excelentísimo Señor Presidente,* / Monsieur le Président de la République,

Procureur général :
Lic. Carlos David de León Argueta
Fiscal General de la República
Ministerio Público
8ª Avenida 10-67, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatémala
Télégrammes : Sr. Carlos David de León Argueta, Ministerio Público, Ciudad de Guatemala, Guatémala
Fax : +502 221 2718
Formule d'appel : *Señor Fiscal General,* / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Secrétaire de la Commission présidentielle de coordination de la politique du pouvoir exécutif en matière de droits humains (COPREDEH) :
Lic. Frank La Rue
Presidente de COPREDEH
Comisión Presidencial de Derechos Humanos (COPREDEH)
13 Calle 15-33, Zona 134
Ciudad de Guatemala, Guatémala
Fax : +502 334 1407
Formule d'appel : *Señor Secretario,* / Monsieur le Secrétaire,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatémala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.
APRÈS LE 16 MARS 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : **http://www.efai.org**